

Convention Cadre de coopération scientifique  
entre

L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

et

LA FACULDADE DE FILOSOFIA, LETRAS E CIENCIAS HUMANAS  
da UNIVERSIDADE de SAO PAULO

Entre

L'Ecole des hautes études en sciences sociales, ci-après dénommée l'EHESS, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège 190-198 avenue de France 75013 Paris, France, représentée par son président, Monsieur Pierre-Cyrille Hautcoeur, d'une part

et

La Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, ci-après dénommée FFLCH-USP établissement public d'enseignement, de recherche et d'extension universitaire ayant son siège Rua do Lago, 717, Cidade Universitária, São Paulo (Brasil) représentée par son directeur Prof Sérgio França Adorno de Abreu, dûment habilitée à la signature des présentes, d'autre part

Ensemble désignées les parties

**Etant préalablement rappelé :**

Depuis plusieurs années, des échanges d'étudiants, de chercheurs et d'enseignants-chercheurs ont été mis en œuvre entre l'université de Sao Paulo et l'EHESS dans le domaine des sciences sociales. Afin de consolider ces échanges et, plus généralement, de renforcer leurs relations de partenariat scientifique, pédagogique et culturel, les Parties conviennent de renouveler l'accord de collaboration signé en 2010 pour une durée de cinq ans, destiné à favoriser la réalisation de projets de recherche, de formation et d'échange de connaissances.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet**

La présente convention cadre a pour objet de définir les modalités de coopération scientifique et technique entre les parties dans les domaines de l'enseignement et de la recherche en sciences humaines et sociales.

**Article 2 : Domaines de coopération**

Les parties s'attachent, dans le cadre de la présente convention, à favoriser :

- la réalisation de programmes de recherche ou de formation conjoints ;

- l'échange d'informations et de documentations scientifiques et techniques ;
- l'organisation de séminaires, colloques ou conférences ;
- le développement de publications conjointes ou de toute autre action de valorisation ;
- la réponse conjointe à des appels d'offres nationaux ou internationaux ;
- l'accueil ou l'échange réciproque d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, de doctorants des deux institutions et aussi d'étudiants en master pour l'EHESS et d'étudiants en «graduação» pour la FFLCH- USP ;
- l'élaboration de conventions individuelles de co-tutelle internationale de thèse ;
- ou toute autre activité sur laquelle les Parties s'accordent.

### **Article 3 : Mise en œuvre des actions de coopération et des conventions d'application**

Les actions de coopération décidées conjointement donnent lieu à l'établissement de conventions d'application, qui précisent les objectifs, les moyens et les modalités de mise en œuvre. Ces conventions d'application peuvent également inclure d'autres Parties.

De la même façon, l'organisation de co-tutelles internationales de thèse donneront lieu à l'élaboration de conventions individuelles de co-tutelle internationale de thèse.

### **Article 4 : Coordination et suivi scientifiques**

Les actions de coopération peuvent être proposées par l'une ou l'autre partie. Chacune d'entre elles est placée sous la responsabilité conjointe de deux coordonnateurs scientifiques appartenant à l'une et l'autre des parties. Pour l'EHESS, le coordonnateur désigné est Madame Claudia Damasceno, directeur d'études, et pour le FFLCH-USP, Monsieur Carlos Alberto de Moura Ribeiro ZERON, professeur « *titular* ». Tout changement d'un ou des coordonnateurs sera effectué par avenant.

Ces coordonnateurs établissent chaque année un rapport conjoint sur l'état d'avancement de l'action de coopération engagée, comprenant notamment toute proposition pour améliorer la réalisation de ces actions.

### **Article 5 : Moyens mis en œuvre**

La présente convention ne constitue pas une promesse de financement. Les parties s'engagent à mettre tous les moyens en œuvre, dans la limite de leurs ressources matérielles, financières et en personnel disponibles, pour renforcer leur partenariat.

Les parties sollicitent dans le cadre des accords intergouvernementaux, ainsi qu'auprès d'organismes nationaux, européens ou internationaux, l'attribution de moyens financiers en vue de la réalisation des objectifs précités.

### **Article 6 : Personnels**

Les parties conservent la responsabilité administrative et scientifique de leurs personnels. Une partie ne saurait être regardée comme l'employeur pour quelque contrat de travail ou vacation conclu par l'autre partie pour la mise en œuvre de la présente convention ou des conventions d'application.

## **Article 7 : Equipements**

Les parties restent propriétaires des biens meubles et immeubles qu'elles mettent à disposition pour la mise en œuvre de la présente convention ou des conventions d'application. Les parties sont copropriétaires des biens meubles et immeubles achetés en communs. La quote-part de propriété est définie en fonction de l'apport financier de chaque partie à l'achat de ces biens. A l'issue de la convention, les parties décident d'un commun accord le partage des biens achetés en copropriété notamment par le rachat de la quote-part de propriété de l'une des parties par l'autre partie.

## **Article 8 : Confidentialité**

Les parties s'engagent à ne pas publier ni divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations scientifiques ou techniques autres que celles issues de la collaboration, et notamment les connaissances antérieures appartenant à l'autre partie dont elle pourrait avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce tant que lesdites informations n'auront pas expressément été désignées comme non confidentielles ou tombées dans le domaine public. Cette disposition est sans effet si la partie concernée peut apporter la preuve :

- qu'elle avait déjà connaissance desdites informations avant la date de signature de la présente convention ;
- que ces informations ont fait l'objet d'une publication ou d'une communication ;
- qu'elles sont tombées dans le domaine public.

Toutes dérogations à cette obligation de confidentialité devront être faites par écrit d'un commun accord et soumis à l'approbation des responsables des deux parties. Les parties pourront toutefois communiquer à des tiers lesdites informations pour satisfaire leurs propres besoins de recherche ou pour l'évaluation des agents et des programmes, sous réserve de leur faire observer les mêmes conditions de confidentialité.

Les dispositions du présent article demeureront en vigueur pendant une période de deux ans nonobstant l'échéance de la convention.

Il est convenu que les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux enseignants-chercheurs ou chercheurs des établissements publics d'établir un rapport d'activité périodique ;
- ni à la soutenance de thèse des doctorants dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet de la convention ; cette soutenance sera organisée, chaque fois que nécessaire, de façon à garantir la confidentialité de certains résultats des travaux réalisés dans le cadre de l'étude, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur.

## **Article 9 : Propriétés des connaissances et des résultats**

Chaque partie sera propriétaire des travaux et résultats obtenus avec son personnel propre ou avec un personnel d'exécution d'une autre partie placé sous sa responsabilité scientifique et technique.

Dans le cas où les parties exécuteraient en commun des travaux de recherche (apports intellectuels et financiers) dont il s'avèrerait impossible de distinguer la part de chacun, les résultats seront la copropriété des parties ayant participé à leur obtention selon une quote-part qui sera définie, au plus tard, à l'échéance de la convention, en fonction des apports intellectuels et financiers des parties concernées.

Dans le cas où les résultats détenus en copropriété seraient susceptibles de faire l'objet d'une protection et/ou d'une exploitation commerciale, un règlement de copropriété sera établi entre les parties concernées, dans les meilleurs délais possibles, afin de fixer les quote-parts de copropriété ainsi que les conditions de gestion de leurs droits et obligations en fonction des apports intellectuels et financiers de chaque partie ayant contribué à l'obtention desdits résultats. Ces quote-parts seront définies d'un commun accord.

## **Article 10 : Publications**

Toutes œuvres, publications ou publicités ayant trait à la présente convention feront état de la collaboration entre les parties. De plus, il sera inséré d'une façon claire et apparente la dénomination, le cas échéant le logo des parties dans tout document ayant trait à la présente collaboration (notamment, et sans que cette liste soit limitative : document d'information et de promotion, carton d'invitation, plaquette publicitaire, rapport, affiche, couverture d'ouvrage, jaquette de CD, DVD, mention sur le site Internet institutionnel etc.), ainsi que le nom des chercheurs concernés.

Toute publication ou communication d'informations, de résultats ou de savoir-faire issus de travaux menés dans le cadre de la présente convention, par l'une ou l'autre des parties, devra recevoir l'accord écrit de l'autre partie, qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

## **Article 11 : Ethique**

Les parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leur personnel les lois, us et coutumes de tous les pays dans lesquels elles seraient amenées à exercer leurs missions pour la mise en œuvre de la présente convention ou des conventions d'application.

De même les parties veillent à ce que les activités de recherche soient menées en conformité avec leurs règles éthiques professionnelles et scientifiques.

Elles s'engagent également à respecter et à faire respecter par leur personnel un strict devoir de réserve concernant les activités des parties et un strict devoir de neutralité dans les pays d'exécution.

## Article 12 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de (5) ans, à compter de la date de sa signature. Tout renouvellement fera l'objet d'une nouvelle convention.

## Article 13 : Modification, Dénonciation, Litiges

Toute modification de la présente convention s'effectue par voie d'avenant signé des deux Parties.

A la demande de l'une ou l'autre partie, la présente convention pourra être dénoncée et résiliée par les parties, sous réserve d'un préavis de trois mois. Dans ce cas, les parties s'efforceront de mener à leur terme les actions conjointes engagées.

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une quelconque des obligations prévues dans la présente Convention, et un mois après la première présentation d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure de s'exécuter, demeurée infructueuse, la présente convention sera, si bon semble à l'autre partie, résiliée de plein droit sans formalité judiciaire, aux torts exclusifs de la partie défaillante, et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

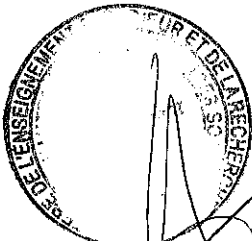
Tout litige qui pourrait naître de l'application du présent acte sera réglé par accord amiable entre les Parties. En cas de différend persistant, le litige sera réglé par un collège arbitral composé d'un arbitre nommé par chacune des parties et d'un troisième arbitre désigné de commun accord entre les deux premiers arbitres.

Fait en 4 exemplaires originaux, 2 en français et 2 en portugais, les deux versions faisant foi

A Paris le 11/6/2016

A Sao Paulo le

Le président de l'Ecole des  
hautes études en sciences sociales



Pierre-Cyrille Hautcoeur

Le directeur de la Faculdade de  
Filosofia, Letras e Ciências Humanas  
da Universidade de São Paulo



Sérgio França Adorno de Abreu